



# Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

www.vigilancesoudan.org

Bulletin créé en 1992

Comité de vigilance pour les droits de l'homme et les libertés au Soudan - N°156 - décembre 2009

## C'en est assez !

« *Un candidat pour une nation !* » - tel est le slogan adopté par les jeunes militants de *Khalas !*, interjection qui signifie « *C'en est assez !* » repris sur des milliers de tracts orange éparpillés dans la capitale, au mépris de l'interdiction de toute propagande anti-gouvernementale.

La jeunesse soudanaise, appelée pour la première fois de sa vie à voter, fait campagne pour le changement. Mobilisée par Internet et dans les rues, elle avance masquée ou à visage découvert. Certains trompent la surveillance des forces de l'ordre en jetant leurs tracts dans les bus avant de s'enfuir en courant à toutes jambes, d'autres œuvrent ouvertement en revendiquant haut et fort le libre exercice de leurs droits constitutionnels. Avec l'aide de certains expatriés, beaucoup contribuent financièrement à l'achat du papier et aux frais d'impression.

Depuis leur naissance, ils n'ont connu qu'une dictature et ils appellent l'opposition atomisée à s'unir contre le président Omar Hassan al-Bashir, qui s'est emparé du pouvoir il y a vingt ans par un coup d'état, et le Congrès national. Bien décidés à voter pour les premières élections pluralistes de leur vie, ils s'étonnent de voir que la plupart des candidats sont des « vieux chefs », compromis dans un jeu politique exécrable.

Rejoints par des camarades de leur génération adhérents à l'un ou l'autre de la myriade de partis qui existe au Soudan, ces jeunes activistes adressent un message simple à leurs concitoyens : « *Inscrivez-vous sur les listes électorales pour voter, faute de quoi vous risquez d'attendre longtemps l'avènement de la démocratie !* » Le 7 décembre, une grande manifestation devait unir tous les opposants qui souhaitent que les lois soudanaises soient en conformité avec la constitution (cf. p. 6).

Pourtant, encore, les élections du printemps 2010 et le référendum d'autodétermination promis au Sud en 2011 semblent mal partis. Boycotté par les Sudistes depuis le 19 octobre, le Parlement n'a pas voté les lois promises sur la

Sécurité nationale, le Code de procédure criminelle, la Liberté d'expression et de la presse et d'autres concernant l'ordre public.

Le Mouvement de libération du peuple soudanais voulait porter devant l'Autorité intergouvernementale de développement (IGAD) pour qu'elle arbitre les différends opposant Juba et Khartoum et fixe la frontière entre le Nord et le Sud, mais le Congrès national lui a opposé un refus au motif que « *L'Accord de paix est très clair et prévoit des mécanismes d'arbitrage quand il y a dispute.* » !

Au Sud, la situation se dégrade de manière inquiétante et la reprise de la guerre est plus qu'une rumeur. Au Darfour, le Commissaire aux Déplacés a annoncé la décision gouvernementale de fermer les camps. La déclaration des NU l'arrêtera-t-elle ? « *Cette action est interdite par les lois internationales.* »

Comme à son habitude, le régime joue de main de maître les cartes qu'il a dans son jeu – la corruption, la coercition, la manipulation de tout un chacun à tous les niveaux, qu'il soit ami ou ennemi. Il argue de sa souveraineté, soumet à un contrôle tatillon l'action des forces de paix et entrave leurs efforts, comme viennent de l'établir les experts des Nations Unies et ceux de l'Union africaine (cf. p. 4).

Jusqu'à présent, une minorité établie dans un triangle autour de Khartoum a accaparé la richesse et le pouvoir à son profit, au mépris des peuples qui composent la nation, de leurs croyances et de leurs coutumes. Mais, sans reconnaissance de cette diversité fondatrice, il ne connaîtra jamais l'unité. Quelques nouvelles l'y aideront-elles en ce moment ?

Le gouvernement sud-soudanais ayant fait appel aux Eglises pour qu'elles œuvrent en faveur de la paix, l'Église catholique a organisé un forum avec l'appui de Pax Christi pour persuader les dirigeants d'articuler sur le système de gouvernance, l'antique institution des *monyomiji*. Elle encourage en effet toute la population, jeunes

et vieux, hommes et femmes, à défendre leurs communautés, à maintenir l'ordre dans leurs villages, à prévenir les catastrophes naturelles mais aussi les abus de pouvoir de leurs chefs – qu'ils les déposent si besoin est.

Au Darfour, le Panel de l'Union africaine a enquêté. Selon lui, avant de se réconcilier, les gens demanderaient que justice soit rendue – et le meilleur moyen de le faire serait de mettre en place des tribunaux mixtes, associant des juristes étrangers et soudanais.

Beaucoup de critiques et de groupes rebelles accusent ce Panel de chercher à circonvenir le travail de la Cour Pénale Internationale, après que l'Union africaine ait issu une résolution en juillet demandant à ses membres de ne pas coopérer avec elle. De plus, les Darfouris ne se méfient-ils pas des juristes soudanais, totalement inopérants après six ans de guerre, et ne veulent-ils pas que Béchir soit jugé ?

Il le sera, a déclaré à Paris Amady Bâ, chef de la section de coopération internationale auprès de la Cour Pénale Internationale. Il le sera car il ne va que chez ses voisins. Il se rendra en Egypte au sommet France Afrique et rencontrera le président Sarkozy. Ce dernier ira-t-il ? L'opinion française y est opposée.

Béchir n'est pas allé au Sénégal, il aurait été arrêté par la police. Il n'est pas allé en Turquie, son avion aurait pu être forcé à descendre sur les eaux internationales ou en Israël.

Il n'est pas allé à Copenhague parler avec ses pairs du réchauffement climatique, « *Le Danemark*, dit-il, *a publié des dessins contre le prophète Mohammed.* »

Son problème principal est de négocier l'espace aérien indispensable pour ses déplacements. Il n'est souvent invité qu'un mois à l'avance. Il n'a pas le temps nécessaire. ■

Bételgeuse

SOMMAIRE en page 8

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN, 41, rue Poliveau – 75005 Paris – tél : 33 (0) 1 43 31 40 67  
contact@vigilancesoudan.org - Dépôt légal : décembre 2009 – ISSN 1286-6121 – Présidente et directrice de la publication : Simone DUMOULIN – Maquette : Martine SAVINA

## Kiir en Europe

Kiir a visité plusieurs pays européens mi-novembre : Hollande, Norvège, Belgique et France afin de les informer sur la situation du Soudan et demander leur aide pour appliquer rapidement l'accord de Paix dans son intégralité. (ST, 16/11/09).

Kiir a précisé à Paris à un groupe de spécialiste, dont notre présidente qu'il appelait affectueusement « *maman* », que le Sud recevait vraisemblablement moins des 25 % de l'argent du pétrole au lieu des 50 % prévus par le CPA. Le Sud se plaint du manque de transparence dans le partage des revenus pétroliers.

Le Soudan produit actuellement 465 000 barils/jour dans des champs pétrolifères situés principalement dans le Sud et à la frontière nord/sud (cf. *Économie*). Kiir a aussi parlé du départ des ARS vers le Darfour. ■

## Retour d'Europe : Salva Kiir nettoie Juba avec plus de 16 000 volontaires

Étant donné le changement global et les dommages environnementaux, on se serait attendu à voir un nouveau « pays » comme le Sud-Soudan, qui a un manque total d'infrastructures dû à de longues guerres, partir du véritable commencement avec un environnement amical et une nouvelle technologie durable. Malheureusement ce n'est pas le cas. Toutes les fois que l'on voyage, les changements environnementaux sont évidents, et même augmentent : immondices jetées, eau polluée, déforestation, pour n'en citer que quelques-uns. Les plus graves sont en zone pétrolière.

Un article parut récemment dans l'AFP, fut intitulé « Les villageois soudanais et l'environnement souffrent du boom pétrolier ».

Perdus à jamais pour ce boom pétrolier, les villageois sudistes maudissent ce qui provoque de nouveaux déplacements, répand les maladies et ravage l'environnement.

Le 23 novembre, Salva Kiir, président du Sud-Soudan, lança une initiative majeure de nettoyage à Juba, déclarant la journée vacance officielle. En ramassant les déchets sur le sol, il fut accompagné par le ministre de l'Environnement, l'ambassadeur britannique, et plus de 16 000 volontaires venus faire de même.

Le nettoyage s'est attiré un soutien enthousiaste de toutes les organisations majeures, l'ALPS, tous les fonctionnaires, toutes les agences de NU, aussi bien que les étudiants et les habitants de Juba. Il est conté par l'UNEP et le *Sudan Tribune*. Avec la rapide croissance de Juba et l'absence d'une direction durable des immon-

dices, les gens de la ville ont subi le choléra, les maladies transmises par l'eau et le paludisme.

Ce nettoyage fait partie d'un projet de l'UNEP (Programme des NU pour l'environnement), fondé par la Grande-Bretagne.

*(Tout le reste du pays est dévasté. Lorsque Salva Kiir était en Europe deux jours auparavant, il rencontra les ministres de l'Environnement. Qui eut l'idée de ce nettoyage ? Qui aura des idées pour « nettoyer » tout le Sud-Soudan ?)* ■

## L'avenir du Sud-Soudan

**Kiir a exhorté les Sudistes à voter pour l'indépendance afin de ne pas rester des citoyens de seconde zone dans leur propre pays.**

**La sécession est inévitable car le Nord n'a pas réussi à convaincre que l'unité peut être viable. L'Accord de paix n'est pas appliqué, notamment le tracé de la frontière entre nord et sud. La méfiance prévaut des deux côtés et pourrait à tout moment faire basculer le pays dans la guerre. Ces enjeux sont cruciaux pour le pays mais les moyens légaux pour y parvenir restent encore à déterminer. (ST, 01/11/09).**

## Éducation

L'état de Warrap a prié instamment les populations locales d'éleveurs de donner la priorité à l'éducation de leurs enfants. L'élevage, sur lequel se fonde leur culture, empêche les enfants de fréquenter l'école. Les parents sont priés de faire suivre au moins une éducation primaire complète à leurs enfants, et de poursuivre au-delà, bien sûr, s'ils en ont la possibilité. Le Kenya et l'Ouganda sont cités comme modèles pour avoir privilégié l'éducation.

Il est conseillé de combattre l'illettrisme avec autant de détermination que le Nord pendant la guerre civile. Les grossesses prématurées sont à proscrire pour permettre aux filles de suivre un enseignement. Il est demandé aux communautés rurales de contribuer à construire des écoles secondaires et l'État est prêt à prendre des mesures contre les parents empêchant à leurs enfants de fréquenter l'école (ST, 10/12/09).

A Rumbek, le collège ouvert du Sud-Soudan (*South Sudan Open College*) a décerné des diplômes à 85 candidats à la suite d'une formation de deux ans. Le collège a ouvert en 2005

afin d'améliorer l'éducation de ceux qui doivent contribuer à la reconstruction d'un pays dévasté par des décennies de guerre. Il constitue un lieu d'éducation ouvert offrant certificats et diplômes dans les domaines de l'Économie, des Sciences sociales, de l'Éducation, l'Agriculture, l'Informatique et la Santé publique.

Les programmes sont semestriels et les étudiants choisissent un parcours à plein-temps ou mi-temps, en journée, le soir, le week-end ou par correspondance. Il a ouvert en 2006 comme institut privé offrant des programmes intensifs pour les retraités du MLPS et de l'ALPS et autres institutions officielles.

D'autres collèges du même type fonctionnent à Juba, Bor, Yei, Kuacjok, Wau et Yirol. Ils ont pour but de développer les ressources humaines chargées de construire le nouveau Soudan.

Le GoSS tente de développer l'enseignement malgré des difficultés de gestion. Le ministre de l'Éducation a jumelé son programme d'éducation alternatif à celui du SSOC en tant que programme de remise à niveau en lien avec le département d'Éducation alternative et le ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie (ST, 10/12/09). ■

## Dialogue Sud-Sud

Un consortium de huit partis politiques du Sud\* s'est réuni à Khartoum pour une conférence sur le dialogue Sud-Sud afin de débattre de l'application de l'Accord de paix.

La rencontre de trois jours a cherché à démontrer le soutien de ces partis à l'Accord de paix, la promotion et le renforcement de l'engagement du GoSS à renforcer la sécurité de ses citoyens et protéger leurs biens, à assurer une gestion digne, à combattre la corruption et réunir l'élite politique dans une démarche constructive afin d'affronter les défis que doit surmonter le pays. Les deux élections à venir ont été au centre des débats.

Au cours de la réunion, le MLPS a été accusé de limiter les activités politiques de membres actifs externes au mouvement par l'intimidation et l'arrestation. L'ALPS est source d'instabilité et de violence et doit se plier à une discipline plus rigoureuse à définir. Bien entendu, le MLPS a rejeté de telles accusations. La séparation entre le MLPS et l'ALPS est vivement souhaitée.

(COMMUNIQUÉ FINAL DU SOUTH SUDAN POLITICAL PARTIES CONSENSUS FORUM, 16/11/09 + ST, 14/11/09)

\*SANU, UDSF, United Democratic Party, MLPS-DC, Sudan National Labor Party, USAP-2, South Sudan Democratic Forum, South-Sudan Democratic Front

## Milices d'autodéfense contre l'ARS

Les civils organisent l'autodéfense contre les attaques répétées de l'ARS dans l'Equatoria Occidentale où 188 personnes auraient été tuées et 70 000 déplacées depuis le 15 décembre 2008. Des milices constituées de jeunes gens seulement armés d'arcs et de flèches surveillent les abords des villages dès la tombée de la nuit. Yambio fut attaquée dès mars 2006 lors de l'échec des pourparlers de paix entre le gouvernement de Kampala et l'ARS. L'Equatoria occidentale a du mal à défendre ses 600 000 habitants sur un immense territoire en bordure de la RDC et la République centrafricaine où se cache désormais l'ARS. Une opération militaire lancée conjointement le 14 décembre 2008 par l'Ouganda, le Sud-Soudan et la RDC pour déloger Kony et sa bande a échoué : les camps de l'ARS dissimulés dans la jungle de Garamba en RDC, en lisière de l'Equatoria occidentale, étaient désertés, Kony ayant été prévenu de l'offensive militaire par les amis de l'ARS, qu'ils soient à Khartoum ou à Londres, favorables à sa stratégie suicidaire.

Le résultat a été pire que le mal : les rebelles, divisés en petits groupes, poursuivent leurs exactions hors de tout contrôle selon leur stratégie classique : attaques et pillages de villages et de centres de distribution d'aide alimentaire, massacres de civils, viols de femmes et enlèvements d'enfants dans un cycle infernal de barbarie. Les 200 soldats de l'ONU basés en Equatoria orientale sont totalement inefficaces vu l'étendue du territoire. Les milices d'autodéfense ont également un impact limité, encore qu'elles auraient abattu une vingtaine de rebelles. Les populations locales se sentent abandonnées par la communauté internationale et par le GoSS. L'ARS détruit le tissu social de la région et déshumanise ces populations (ST, 20/10/09).

Cinquante-six rebelles de l'ARS se sont enfuis et ont rejoint l'APLS près de Yambio : leurs témoignages rapportent que le groupe fonctionne, comme toujours, sur des principes de terreur et de cruauté. Plusieurs dizaines se sont rendus ces derniers mois. Ils auraient été conduits en Ouganda pour être intégrés dans les rangs de l'armée sur la terre Acholi de leurs ancêtres. L'ARS se réorganise et s'éparpillerait le long de la frontière de la République centrafricaine et se dirigerait vers l'ouest du Bahr-al-Ghazal et le sud du Darfour (ST, 13/11/09). C'est la fuite de l'ARS vers le Darfour par le Tchad, annoncée par Salva Kiir à quelques Français et reprise par Temmerman (*The New Vision*) qui reprend les informations du Lt-Colonel Charles Arop, prisonnier de guerre en Ouganda, selon lequel ils devraient se rendre à l'armée soudanaise conformément aux ordres de leur chef, Joseph Kony. ■

## La violence

Des milices soutenues par le gouvernement terrorisent la population, multipliant les peurs et faisant monter la tension entre les tribus et les groupes ethniques.

Cette forme de terrorisme généralisé tend à se répandre et risque de compromettre les élections à moins que la sécurité des votants se rendant aux urnes ne soit assurée. Le Forum œcuménique du Sudan déplore à la suite de l'assemblée générale du 9 au 11 novembre à Juba la montée des tensions inter-ethniques, surtout dans les Etats de Jonglei et du Nil supérieur, les assauts récurrents de l'ARS en Equatoria occidentale et la violence ininterrompue au Darfour.

Dans le Sud, cette violence n'épargne ni les femmes, vieillards et enfants que l'on insulte, viole ou massacre afin de détruire le tissu social au sein des communautés et même entre elles. Mi-novembre, le convoi du ministre de l'Agriculture et des Forêts est tombé dans une embuscade à 60 km de Juba, dans le comté de Lainya, dans l'Etat de l'Equatoria central : il y a eu 5 morts, dont son chauffeur et son garde du corps, et 7 blessés. Le ministre Samson Kwaje s'en est tiré avec une balle dans le bras. Les assaillants ont mis le feu à deux des véhicules.

Cet incident illustre le climat d'insécurité qui tend à se généraliser dans le Sud. Outre ce que l'on présente comme du banditisme (alimenté par le Nord ?), les populations locales sont frustrées de constater l'inertie du gouvernement, l'incompétence des pouvoirs publics à régler les litiges, la corruption galopante, l'absence de services, et de reconnaître que rien n'a changé pour elles depuis janvier 2005.

Dans une culture de la violence où les armes circulent encore aisément, elles restent pour certains le dernier recours pour attirer l'attention des responsables politiques et exprimer le mécontentement. Bien sûr, les politiques expliquent le phénomène par le règlement de conflits intertribaux auxquels ils sont étrangers... ce qui ne règle rien et amplifie les frustrations.

L'ONU avance le chiffre de 2 000 morts et 250 000 Déplacés par la multiplication des conflits dans le Sud, un chiffre qui dépasserait largement celui des victimes du Darfour pour 2009. En outre, l'ONU prévient que la sécheresse et la famine pourraient aggraver les troubles dans la mesure où les éleveurs risquent de conduire leurs troupeaux affamés sur des terres ennemies (AFP, 16/11/09). ■

Retrouvez la suite des articles d'Elias sur le Sud-Soudan en page 6 : Pêche et Diplomatie

## Les monts Nouba

Tensions et frustrations dans les monts Nouba sont palpables. Bien que située dans le Nord, dans l'état du Sud Kordofan, la région est politiquement dominée par le MLPS comme pendant la guerre. La méfiance domine entre Nord et Sud tant que les différences majeures au niveau politique, idéologique et religieux ne seront pas réglées. La sécurité reste un problème essentiel et les violations récurrentes entre les ennemis d'antan et d'aujourd'hui – MLPS et PCN.

Le pire reste à venir sans doute à l'approche des élections, avant comme après. Pendant la guerre, les Nouba ont subi les bombardements aériens, l'isolement, les privations, les expropriations et les mouvements forcés de population. Contrairement à Abyei et au Sud qui pourront se prononcer sur leur statut politique lors du référendum sur l'indépendance, l'Accord de paix limite le champ d'action des Monts Nouba à un partage du pouvoir transitoire et à une consultation populaire dans les Etats du Sud Kordofan et du Nil Bleu. Abyei, les Monts Nouba et le Nil Bleu sont mentionnés comme « les trois régions » – des zones contestées, provisoires, situées à cheval sur les lignes de démarcation nord-sud à la fois politiques, militaires et culturelles. Le Sud et Abyei se prononceront sur un référendum d'indépendance garanti par la présence de l'ALPS sur le terrain et ont même l'option d'une séparation unilatérale si le processus de paix est voué à l'échec. Les officiers de l'ALPS dans les Monts Nouba ont souvent été des Nouba mais ces forces ont été retirées en vertu de l'Accord de paix ne laissant derrière elles que les unités spéciales jointes Nord-Sud. Les tensions se sont récemment exacerbées à la suite de récentes déclarations de responsables sudistes en faveur de la séparation, Salva Kiir lui-même priant ses concitoyens de ne pas rester des êtres de seconde classe.

Les Nouba craignent la séparation du Sud car ils deviendront alors une minorité isolée dans le Nord et pourraient se trouver en première ligne en cas d'un futur conflit Nord-Sud. Il est à craindre qu'ils reprennent les combats car aucune option ne leur est offerte si ce n'est cette vague « consultation populaire » qui n'a ni sens ni direction. Les Nouba, qui se sentent plus proches des Sudistes que des Arabes du Nord, maintiennent que les tensions persistent et pourraient déboucher sur un conflit plus large à propos des droits à la terre et aux pâturages. Ils prétendent que les Arabes sont bien plus armés qu'eux et que le gouvernement central attise la violence. Les Arabes estiment au contraire que les Nouba sont responsables de la violence et des vols commis dans la région.

Une récente étude établit que les protagonistes envisagent un retour à la guerre, ce que *International Crisis Group* annonçait comme un nouveau Darfour en octobre 2008. ■

Elias

## Le Soudan intimide la Minuad

Des menaces accrues contre le personnel international au Darfour, des kidnappings extrêmement alarmants, une action militaire continue du Tchad, du Soudan, des rebelles, ainsi que les limitations imposées par le gouvernement aux mouvements de la Minuad, continuent à entraver les efforts pour stabiliser le Darfour déchiré par près de sept ans de guerre. « *La prise d'otages de travailleurs internationaux est un changement nouveau et profondément troublant* », dit Ban Ki-Moon dans son rapport au Conseil de Sécurité. Deux d'entre eux, enlevés le 29 juin, sont toujours captifs. « *Jusqu'à ce que leur sécurité soit garantie sans conditions par toutes les parties, les activités de l'Unamid et des agences seront une entreprise risquée* », poursuit-il. Ces attaques ont déjà conduit à la suspension d'activités ou de programmes.

La Minuad a atteint depuis juin 69 % de ses troupes autorisées par Khartoum, mais elles manquent encore d'éléments clés dont deux unités de transport, un hôpital de niveau 2, une unité de reconnaissance aérienne et 18 hélicoptères.

Ban se plaint des combats continuels entre le gouvernement et les groupes rebelles, le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (JEM) et l'ALS d'Abd el Wahid el Nour, conduisant à la mort de civils. « *L'interdiction d'accès pour la Minuad par des officiels gouvernementaux, y compris les camps de personnes déplacées, sont une violation directe à l'Accord des Forces* », dit-il.

Ban semble fort mécontent de combats entre les forces tchadienne et soudanaise et les prie de mieux les contrôler. Sur le front politique, le JEM et l'ALS refusent de s'engager dans des discussions avec le gouvernement. Il presse toutes les parties de s'engager à nouveau.

En ce qui concerne l'humanitaire, les efforts continuent à combler les vides créés par l'expulsion en mars de 13 ONG gouvernementales et la dissolution de trois ONG nationales qui ont gravement accru les niveaux de malnutrition. De plus la vaccination du bétail reste en dessous de 20 % du but planifié, la protection des ressources environnementales est insignifiante en dépit d'une dégradation continue, les expulsions ont laissé un vide dans l'éducation, quand 27 des 70 localités administratives sont seulement partiellement ou pas du tout couvertes, faisant perdre les gains obtenus les années précédentes. Il manque 9 100 nouveaux professeurs au Darfour.

**Réponse du gouvernement soudanais :** La paix est en vue. Les Nu devraient, en coordination avec l'Union africaine et le gouvernement soudanais, planifier une stratégie d'exit. (CENTRE DE PRESSE DES NU, 23/11/09). ■

## Les armes

Deux rapports des Nations Unies dénoncent les flux d'armes au Soudan. Selon le Rapport sur les Petites Armes, l'armée soudanaise et l'ALPS font l'escalade

avec leurs approvisionnements en petits calibres et armes légères depuis 2005. Les principaux fournisseurs du gouvernement soudanais sont la Fédération de Russie, la Biélorussie, la Chine et l'Iran. L'ALPS a commencé à stocker des armes légères et lourdes en 2007-2008, principalement depuis l'Ukraine. Une portion significative des armes détenues par les rebelles du Darfour est fournie par les gouvernements d'Érythrée, du Tchad et de Libye. Le rapport souligne que les missions de l'ONU et de l'Union Africaine sont incapables et surveiller et vérifier les mouvements d'armes au Darfour, ce pour quoi ils sont mandatés (ST, 21/10/09).

Le second rapport, présenté au Conseil de Sécurité par un panel d'experts, a fait état d'une série de preuves de violations de l'interdiction de l'apport d'armes au Darfour. En plus, le rapport souligne les violences faites aux femmes et le recrutement et l'emploi d'enfants soldats par le Mouvement Justice et Égalité du Darfour et par les mouvements d'opposition tchadiens opérant depuis le Darfour. Le Panel a trouvé que la plupart des équipements utilisés par les Forces Armées Soudanaises au Darfour ont été amenés après l'interdiction décidée en 2005 et en violation de cette interdiction. Selon lui, la plupart de ces armes et munitions ont été fabriquées en Chine.

Les rebelles tchadiens basés au Darfour sont directement liés aux Services de renseignement du Soudan pour leurs approvisionnements, leur entraînement et leur structure de commandement. La principale source de 4x4 Toyota pick-up des rebelles du Darfour est basée aux Emirats Arabes Unis (EAU) où ils sont transformés en véhicules de combat. D'autres sont expédiés depuis l'Iran, la France, Gibraltar par des personnes résidant en Algérie, Egypte, Nigeria, Arabie Saoudite, EAU et Tunisie (ST, 10/11/09).

Un avion d'entraînement suisse Pilatus PC-9 a été vu au Tchad et aurait été utilisé à des fins militaires au Darfour. Cet avion est appelé « le bombardier du pauvre » (TRIBUNE DE GENÈVE, 21/10/09). ■

## Le Darfour au barreau de Paris

Le film, les « *Images interdites* » de Nicolas Ferrero, prises en 2007 à Maréna, au Tchad, nous bouleverse. Dans ce Sahel, on voit d'abord beaucoup de morts depuis trois jours au grand soleil, massacrés à la Kalashnikov, alors qu'ils n'avaient qu'arc, flèches et épée pour se protéger.

Un homme nous montre la tombe de ses quatre frères et de son fils creusée dans le désert non loin d'autres. Il vient de les inhumer. Ils ont été tués par des *janjawid*. À l'école du village où ils se sont réfugiés, l'instituteur demande qui, parmi les enfants, a perdu au moins un membre de sa famille. Ils se lèvent un à un. Tous.

Ailleurs, plus de 9 000 personnes viennent d'arriver au camp de Déplacés. Elles sont épuisées par une longue marche. Certaines femmes sont mortes en

route. Des enfants, abrités sous une bâche, attendent pendant 5 heures leur mère partie chercher de l'eau. Elle ne pourra rapporter qu'un seau pour 5 personnes. Pas de nourriture. Les voisins en passent un peu ; la mère ne se sert pas. L'UNHCR ne pourra plus, sous peu, faire face aux besoins. Maintenant il n'y a même plus d'eau dans de nombreux camps. Nous voyons des *janjawid* traverser un village à cheval à toute allure. Image rare. Ils sont survolés par un avion qui bombardera le village visé avant leur arrivée. Des ALS (Armée de Libération du Soudan) sont venus chercher les journalistes depuis le Gebel Moon au Soudan pour qu'ils les rejoignent, après une traversée hasardeuse de la frontière.

Jacky Mamou, président d'*Urgence Darfour*, raconte l'histoire des anciens chefs de la Minuad, Rodolphe Adada et le Rwandais Emmanuel Kerenzi, inculpé pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide dans son pays. La guerre est de « *basse intensité* » au Darfour, disaient-ils. Adada fut décoré par Béchir pour prix de ses mensonges. Le commissaire aux affaires humanitaires rapporte que les camps seront fermés début 2010 et que les Déplacés devront se rendre, soit en ville où quelques maisons sont construites pour eux, soit dans leurs villages dont les environs sont occupés par des proches des *janjawid* - pour qu'ils se fassent brûler vifs ?

Un des meilleurs papiers fut celui d'Amady Bâ (cf. *éditorial*). La commission, dit-il, qui engagea le Conseil de Sécurité, a nommé une Cour Pénale Internationale (CPI), le gouvernement soudanais « *ne pouvait ou ne voulait* » poursuivre les crimes. Il explique que la CPI ne juge que les crimes les plus graves pour lesquels le président de la République est inculpé. Le principe de Complémentarité de la CPI donne un précédent aux systèmes nationaux. Dans le cas du Soudan, ce pays prétendit juger des crimes contre l'humanité, et jugea des crimes sans rapport aucun. On ne peut lui faire confiance. Les bureaux d'Amady Bâ signent des accords avec des non-membres de la CPI, les NU, l'Union européenne. Il attend, dit-il, l'Union africaine. Jusqu'à présent 1 000 témoins ont été entendus. Beaucoup résidaient dans les Etats de la Ligue arabe, dont la plupart des membres n'ont pas signé la CPI, ce qui ne l'a pas empêchée de lui faciliter les choses. Joseph Kony, chef de l'Armée de Résistance du Seigneur, qui fait pis que pendre au Sud-Soudan, devrait être arrêté par des Etats suffisamment armés pour être déféré à la CPI à la demande de l'Ouganda.

Selon Simon Forman, président du collectif de soutien à la CPI, le Darfour a une justice sans pouvoirs parce qu'il n'a pas de police. Les Belges ont une compétence universelle pour tout crime contre l'humanité commis partout dans le monde, ce qui n'est pas le cas de la France ; pourtant les Africains ont tout autant besoin de justice que les autres, comme le rappelle Amadi Bâ. ■

## Pétrole

Après les accusations de manipulation des statistiques de production du pétrole proférées par *Global Witness*, le gouvernement du Sud-Soudan a demandé à la présidence du Soudan et à la Commission Nationale du Pétrole d'établir un audit indépendant sur ces statistiques (ST, 15/09/09). Le ministre du Pétrole a demandé à la société chinoise d'expliquer pourquoi ses chiffres ne correspondaient pas aux statistiques officielles (ST, 25/10/09). Le rapport, dit-il, est basé sur des données imprécises (ST, 26/09/09). Il semble donc accuser la société chinoise de publier de faux chiffres.

*(Très amusant, c'est sûrement à sa demande. Salva Kiir nous a dit à Paris que le Sud touchait vraisemblablement 25 % au lieu de 50 % des revenus [VS].)*

La production de pétrole a plongé à moins de 500 000 barils/jour en 2008-2009. L'objectif pour 2009 avait été établi à 600 000 barils/jour, mais de grandes quantités d'eau dans le pétrole extrait ont nécessité la mise en place de nouveaux procédés, ce qui a entraîné des retards dans la production (ST, 25/10/09) et des catastrophes pour les habitants.

La *China Petroleum Engineering Construction Corporation* (CPECC) a remporté des contrats pour des projets d'extension de la production dans le bloc 6 (ST, 10/10/09). Le gouvernement du Sud-Soudan projette de construire une grande raffinerie de pétrole à Akon – état de Warrap, pour traiter la production du bloc 5 A – État de l'Unité. Le coût de construction serait d'environ 2 milliards de dollars auquel il faut ajouter une conduite de plusieurs centaines de kilomètres entre les champs et la raffinerie (ST, 4/10/09). Le ministre d'état de l'Énergie veut une raffinerie moins coûteuse (ST, 20/10/09). ■

## Sanctions

Une cour d'appel fédérale américaine a relaxé la société Talisman, société pétrolière canadienne, accusée de violations des droits de l'homme au Soudan, car aucune preuve n'a été apportée que Talisman avait agi (*BLOOMBERG*, 02/10/09). Grosse perte pour les Soudanais. Il semble que les preuves ne manquaient pas. (VS)

Un homme d'affaires américain, Robert Cabelly, inculpé aux États-Unis de violation des lois américaines de sanction contre le Soudan, pour avoir fourni des services de consultant et de lobbying au gouvernement soudanais (ST, 13/11/09). ■

## Pénuries et inflation

Coupe d'électricité pendant plus de 8 heures à Khartoum le 4 octobre à cause d'une panne au nouveau barrage de Méroé : toutes les unités se sont arrêtées en même

temps. Le barrage de Méroé compte pour 65 % de la production d'électricité du pays et il doit atteindre sa pleine capacité en novembre 2009 avec 1 250 mégawatts. Il y a eu aussi des coupures d'eau car la compagnie d'électricité a coupé l'électricité aux stations d'eau pour non-paiement de factures. Selon les habitants de Khartoum, il y a d'autres coupures d'eau et d'électricité (ST, 05/10/09). Le dimanche 12 octobre, une nouvelle coupure était programmée pour réparer des problèmes techniques au barrage de Mérowé.

À la suite de quoi, le président Al Béchir a renvoyé le directeur de la société nationale d'électricité, comme il avait prévenu qu'il « couperait la tête de quiconque couperait l'électricité » (ST, 12/10/09).

Le taux d'inflation annuelle est monté de 10,4 % en août, à 12,4 % en septembre (ST, 10/10/09). Le prix de nombreux produits alimentaires a augmenté encore plus, par exemple la viande de 75 %, le poisson de 66 %, les oignons de 77 % et le riz de 23 % (*ASASE*, 09/09/09).

L'augmentation du prix du riz n'est pas spécifique au Soudan mais mondiale. La cause en est la sécheresse suivie d'inondations en Inde et des typhons aux Philippines qui ont détruit une partie significative de la production mondiale (*LE MONDE*, 08-09/11/09).

Selon Olivier de Schitter, rapporteur des Nations Unies pour le droit à l'alimentation: « Toutes les conditions pour une nouvelle crise alimentaire sont réunies » (*LE MONDE*, 17/11/09). Le Soudan va faire face à de sérieuses pénuries alimentaires en 2009-2010.

Des débats à l'Assemblée Nationale ont révélé que la région d'Al-Dandar, dans le sud-est, est à la limite de la famine et des milliers de têtes de bétail pourraient mourir faute d'eau. La sécheresse actuelle avec de faibles pluies a un impact négatif sur l'agriculture. Le Programme Alimentaire Mondial estime que 5,9 millions de personnes au Soudan auront besoin d'aide alimentaire cette année (ST, 22/10/09).

Les investissements étrangers dans l'agriculture sont une question de plus en plus débattue dans les arènes internationales. Le Soudan est très concerné, la Corée y accapare 600 000 hectares, et l'Égypte une quantité inconnue. Le cas de Madagascar est très illustratif : Daewoo y a acquis 1,3 million d'hectares, ce qui a entraîné une telle opposition de l'opinion publique que le président a été renversé. Ces investissements appelés « *land-grabs* » (accaparement de terre) posent de nombreuses questions, en particulier celle de savoir quels avantages les agriculteurs locaux vont en tirer et plus généralement quels vont être les avantages pour le pays dans des situations sans transparence sur les contrats et

sans obligations précises pour les investisseurs (*LES ÉCHOS*, 19/10/09, *COURRIER INTERNATIONAL*, 29/10/09). ■

## Sud-Soudan

Le Sud-Soudan est envahi d'argent contrefait (livres soudanaises et dollars) provenant de l'étranger, selon les autorités. La police a été chargée de contrôler les voyageurs à des points stratégiques (ST, 26/09/09).

Plus de 200 millions de dollars manquent dans les caisses de l'État. Il n'y a pas de comptes clairs indiquant comment cet argent a été dépensé. Il fut utilisé par l'ancien ministre des Finances pour acheter des céréales, mais les comptes n'ont pas enregistré quels fournisseurs ont reçu l'argent (ST, 03/11/09).

Le ministre des Finances demande aux États qui ont versé de l'argent à des fournisseurs n'ayant pas livré de se faire rembourser (ST, 08/11/09).

Le gouvernement du Sud-Soudan a lancé un nouveau système de paie des salaires pour réduire la plupart des problèmes associés à la gestion des fonctionnaires, et ainsi éliminer les salariés fantômes (ST, 29/09/09).

Une nouvelle route goudronnée de 80 km entre Yambo et Diabo (État de l'Équateur occidental), projet financé par l'USAID, a été inaugurée (ST, 20/11/09).

L'USAID a aussi signé un projet d'aide de 230 millions de dollars pour aider à la tenue des élections et du référendum : enregistrement des électeurs, formation des électeurs, renforcement des forces de sécurité (ST, 28/10/09).

Une agence d'information a été créée à Juba : NASS (News Agency for Southern Sudan). Le but est de remplacer l'agence SUNA, toujours basée à Khartoum. Au départ, NASS sera développée à l'intérieur du ministère de l'Information et de la Radiodiffusion.

Le gouvernement a le projet de créer une imprimerie à Juba pour imprimer des journaux, des manuels scolaires et des documents officiels (ST, 29/10/09).

Nouveaux investissements dans la pêche et le bois : la société Al Cardinal Fisheries a injecté 27 millions d'euros à Bor, capitale de l'État Jonglei (ST, 13/11/09).

La société Earth Salvation Compagny a signé un contrat avec le comté de Nagero, état d'Équateur Occidental pour transformer du bois destiné au marché international. Des personnes originaires de Nagero et habitant à Wau et Khartoum ont accusé ce projet de « *vendre la terre et les arbres* » à des « *opportunistes étrangers* » ; ils ont menacé de brûler les camions transportant le bois (ST, 09/11/09). ■

**Nekkar**

Docteur en Économie

## Nouvelle politique américaine

Obama ne peut à l'évidence faire une troisième guerre en pays musulman. Son remarquable discours au Caire sur l'islam l'interdit, comme la crainte d'un enchevêtrement avec l'Iran, autre pays islamique, et aussi la Corée du Nord, ses emprunts en Chine et ses conflits ailleurs.

Selon l'idée de Scott Gratien, émissaire américain au Soudan, le 19 octobre, il a tendu la main au Soudan, tout en le menaçant du bâton. « Si le gouvernement du Soudan agit pour améliorer la situation sur le terrain et faire avancer la paix, il y aura des incitations, s'il ne le fait pas, alors il y aura des pressions accrues imposées par les États-Unis et la communauté internationale ». Il réclame « une fin définitive au conflit, aux violations des droits de l'homme et au génocide au Darfour ». À cela, la secrétaire d'État, Hilary Clinton, a ajouté que les États-Unis traiteraient « simultanément et en tandem » le conflit Nord-Sud et celui du Darfour. Les deux « mettent en danger l'avenir de 40 millions de personnes dans ce pays, ils peuvent propager la violence et l'instabilité dans une région déjà explosive ». Les États-Unis n'envisagent pas de conversations directes avec le Président Béchir, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI.

Le Soudan, par la voix de Ghazzi Salah ed Dine, conseiller de Béchir, a jugé « importante » l'absence de menaces militaires contre son pays. Les États-Unis ont renouvelé peu après les sanctions contre le Soudan. Selon Scott Gratien, de nombreux problèmes en suspens peuvent être réglés par la décision américaine. Certes Béchir a prononcé de bonnes paroles sur les élections mais n'a rien fait d'aucune manière. Au contraire. Son gouvernement a nié que des lobbystes américains pro-soudanais existent. Peu après Gratien alla voir les centres d'enregistrement pour les élections, à Khartoum, au Darfour et à Abyei. Il sembla avoir trouvé tout parfait. Ce n'était pas l'opinion soudanaise. Il parut changer d'avis. ■

## Le 7 décembre

Le Centre africain pour les études de justice et de paix condamne les mesures violentes prises ce matin par la police anti-manifestations et le Parti du Congrès National au pouvoir contre des dizaines de milliers de personnes engagées dans des protestations pacifiques à Omdurman [VILLE PROCHE DE KHARTOUM, VS], du Grand Khartoum Nord et d'autres villes du Soudan. Les manifestations furent coordonnées par une coalition d'opposition politique soudanaise à Juba. Le jour précédent, le groupe avait annoncé son

intention de remettre un mémorandum au Parlement soudanais avec les demandes suivantes :

- Mise en œuvre du CPA par le Parlement incluant des mesures réformant la législation d'obstruction telles que la loi sur la Sécurité nationale, le code criminel, le code de procédure criminelle, la loi sur les syndicats et l'adoption d'une loi acceptable concernant le référendum ;
- L'adoption d'une législation vitale qui arrête les atrocités au Darfour, lève l'impunité des auteurs et les tienne responsables ;
- Des mesures urgentes qui garantissent un environnement ouvert et incitatif, incluant la révision du recensement récent. De plus, le Parlement doit assurer l'indépendance, la liberté et l'impartialité des médias nationaux, prendre action pour combattre la corruption systématique, la pauvreté et l'inflation dans l'économie en déclin du Soudan.

En dépit de l'annonce que l'intention des manifestants était pacifique, les autorités ont déclaré, peu après minuit, que la manifestation était illégale. La police anti-manifestation, lourdement armée, avec bâtons et gaz lacrymogènes, fut dans les rues de Khartoum tôt le matin, bloquant les routes au Parlement et les principaux sièges sociaux de plusieurs partis politiques, y compris le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (MLPS). Bien que le gouvernement ait annoncé un jour de vacances pour les écoles et les fonctionnaires afin de détourner la participation du public, des milliers de personnes s'étaient réunies ce matin-là.

Des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes furent tirés sur la foule, les agents de sécurité confisquèrent leurs caméras aux médias internationaux. À Khartoum, plus de 250 personnes furent arrêtées, y compris des juristes proéminents, des étudiants, des journalistes et des parlementaires. Pagan Amun, secrétaire général du MLPS; Abbas Jumma, son ministre de l'Intérieur et Yassir Arman, son secrétaire général assistant, furent tous arrêtés. Arman fut sérieusement blessé alors qu'il était gardé par la police ; 13 agents de sécurité l'emmenèrent dans une salle de bains où ils le frappèrent. Au total, autant que nous le sachions, 42 personnes ont été hospitalisées, dont Samia Rabih, Hussein Al Amin et Mouna el Tigani.

Des arrestations eurent lieu pour des manifestations semblables à travers le Soudan, à Wad Médani, à El Obeid, (42 personnes arrêtées) et à El Hassahissa (58). Des protestations eurent lieu à Port-Soudan, Gédaref, Kassala, et El Fasher ainsi que dans les villes importantes du Sud-Soudan et des Camps de Déplacés du Darfour.

Salva Kiir, président du Sud-Soudan et leader du MLPS déclara que ces attaques étaient « non

seulement une provocation, mais encore sans justification parce que la constitution nationale intérimaire autorisait les cortèges pacifiques et démocratiques ». La direction du CN « résiste à ses obligations constitutionnelles en utilisant leur majorité » qui « maintient implicitement le statu quo et la vieille mentalité de faire des affaires contraires à la lettre et à l'esprit du CPA ». Le droit à la liberté d'expression, de réunion, d'association, est garanti par l'article 39 de la constitution nationale intérimaire, par la loi sur les droits, et par l'article 19 de la Convention internationale sur les droits civiques et politiques. Le CPA apporte une transformation démocratique et des élections. Le Centre africain pour les Études de justice et de paix est gravement concerné par les événements de ce jour et sont un instantané sur la route des élections, qui mine la possibilité d'un espace politique ouvert, libre et juste pour des élections crédibles. Les rares manifestations publiques montrent un premier test et une réponse aux défis démocratiques. Le Congrès National qui s'est pas montré désireux d'autoriser des voix dissonantes d'être entendues, ne peut encore moins accepter la responsabilité démocratique.

(Un autre article a un grand succès au Soudan, il concerne la perte de crédibilité du Congrès National, le jour du 7 décembre). ■

Traduction VS

## Elections : seule une action rapide et concertée peut éviter une guerre dans tout le Soudan

Le Soudan est sur le point de plonger dans une autre guerre Nord-Sud. La communauté internationale, l'Union africaine, les États-Unis, l'Union Européenne, la Chine, n'ont pas pris assez au sérieux la mise en œuvre de la paix. Khartoum a donc pu nier des éléments essentiels de l'accord et manipuler les tensions ethniques politiques et militaires à travers la région. Sans pression significative, le régime a retardé de deux ans la législation qui guidera le référendum prévu en janvier 2011 où le Sud-Soudan décidera de son union ou de sa séparation avec le pays. Si le référendum est compromis, les Sud-Soudanais retourneront à la guerre pour gagner l'indépendance. Par anticipation, Khartoum peut lancer une campagne préventive. Ce sont des nouvelles particulièrement mauvaises.

Une guerre potentielle pourrait inclure les autres régions marginalisées du Soudan, y compris le Darfour et la Nubie. L'accord de paix Nord-Sud de 2005 s'effondrerait, les tensions élevées dans

les Monts Nouba, le Nil Bleu Sud, Abyei et l'Est du Soudan, régions alliées au Sud durant la guerre, pourraient reprendre.

Cela rend le refus du Khartoum de démarquer la frontière Nord/Sud très important. Il a conduit à une escalade dangereuse et pourrait mener le Nord à contrôler toutes les réserves pétrolières du Sud.

Les élections nationales compliquent elles aussi la situation politique. Selon Eric Reeves, les délais délibérés de Khartoum les rendent impossibles en avril 2010. Ces élections ne seront ni libres, ni justes, elles seront pour le régime une occasion d'utiliser son contrôle de la machine électorale et son vaste patronage pour retenir le pouvoir et regagner sa légitimité internationale. L'interférence électorale a véritablement commencé. Le Centre Carter cite un grand nombre d'exemples ; dans de nombreux États, les citoyens tardent à se faire enregistrer surtout dans le Sud, les fonds manquent, le matériel d'enregistrement n'a pas atteint les Soudanais éligibles, l'éducation civique est inexistante, les moniteurs de l'élection n'ont pas été accrédités pour observer si l'enregistrement des électeurs était légitime. Khartoum compte à l'évidence sur des élections truquées au Sud.

Quoique le Sud-Soudan ait commis des fautes, il n'est pas responsable de la mauvaise foi massive que nous voyons de Khartoum. Un exemple (cité dans *Sudan Tribune*) : les plaintes et rumeurs de fraudes arrivent de toutes parts dans les journaux. Le gouvernement du Sud-Soudan déploie des forces de sécurité dans et autour de ces centres pour surveiller ceux qui achètent des enregistrements de vote.

### Que devrait faire la Communauté internationale ?

La Secrétaire d'État Clinton a annoncé le mois dernier la fin du conflit, des abus des droits de l'homme et la mise en œuvre de l'accord de paix global qui conduisent à un Soudan pacifique, unifié ou partagé. Cette politique semble magnifique en principe mais l'idée que les États-Unis puissent trouver une manière de changer la conduite du régime et d'éviter la guerre semble dangereusement naïve. Les pressions américaines doivent être accompagnées de mesures. L'embargo sur les armes dans tout le Soudan en est une première, la Chine est le principal fournisseur d'armes qui viole clairement l'embargo sur le Darfour.

L'Union Européenne devrait faire plus contre ces investissements qui ne bénéficient qu'au Nord. Les États qui participèrent à la négociation devraient servir de garants à sa mise en œuvre.

Malheureusement, l'Union Africaine a été inefficace en la matière. Elle doit voir combien serait désastreux un conflit recommencé. Seule une action énergique et concertée, dans l'idéal coordonnée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, pourrait améliorer la possibilité que l'accord de paix survive en évitant un autre glissement vers la guerre.

On se décourage en constatant que les troupes soudanaises et les *janjawid* ont tué sept personnes déplacées dans le camp de Déléj, (Nord-Darfour). Elles étaient fidèles à Abd el Wahid el Nour et refusaient d'être enregistrées. La Minuad, présente, n'intervint même pas. Or l'enregistrement n'est pas obligatoire. L'armée doit-elle tuer des gens désarmés, non coupables, sans jugement ? (REEVES, 25/11/09 ; CARTER CENTER, 30/11/09 ; SUDAN TRIBUNE). ■

### Foot : Egypte contre Algérie et Soudan

Un combat de foot a opposé en finale l'Egypte et l'Algérie, pour la qualification au Mondial 2010. À leur arrivée au Caire, les Algériens furent caillassés. L'Egypte le nie.

Le 14 novembre, l'Algérie a gagné de 1 à 0 au premier tour. La fureur égyptienne fut inexcusable. Mêmes les Algériens vivant en Egypte eurent des problèmes. Le Soudan proposa que le second tour soit chez lui. Il mit 15 000 policiers pour surveiller les joueurs et ceux qui les soutenaient. Ce ne fut pas assez. Mais l'Algérie gagna à nouveau.

L'explosion de joie en Algérie partout, en France, à Dakar, au Canada, fut incroyable. L'indépendance en 1962 en avait soulevé moins. L'Algérie n'avait pu participer à cette compétition depuis 25 ans. « *L'Egypte fera preuve de fermeté envers ceux qui font du mal à ses ressortissants* » dit Moubarak.

Entre beaucoup d'autres articles, un professeur à l'université d'Oran, Djamel Guérid, (*LE JOURNAL DES STARS*, 24/11/09) cite Clausewitz et de Gaulle, le foot et la guerre que la famille Moubarak, violente, a perdue. Des dizaines d'Algériennes mariées à des Egyptiens seraient répudiées. Les autres ne sortent pas de chez elles. Leurs enfants sont bousculés, tabassés. Les Egyptiens appellent au boycott sportif de l'Algérie, et les Algériens de l'Egypte. L'ensemble des journalistes soudanais refusent la morgue et la prétention des Egyptiens à leur égard. Cela devrait satisfaire leur périphérie. Combien de temps cela durera-t-il ? ■

Suite de la page 3

## ▶ SUD-SOUDAN

### Pêche

Le gouverneur de Jonglei a accueilli les conserveries de pêche Al Cardinal avec l'espoir d'employer des autochtones, explorer les abondantes eaux du Nil et exporter le poisson vers les marchés locaux jusqu'ici dominé par les importations étrangères. Les conserveries Al Cardinal vont injecter 27 millions d'euros dans la compagnie de pêche du Sud-Soudan et aura son siège à Bor. La capacité annuelle de production devrait atteindre 900 millions de tonnes par an.

Bor devrait devenir le premier lieu de la pêche en Afrique selon un responsable d'Al Cardinal et le bénéfice se concrétiser en développement social. Les locaux vont apprendre à pêcher pour améliorer leur mode de vie. Plus de 300 personnes devraient trouver du travail.

Les travaux de construction des conserveries sont sur le point de commencer. Le gouvernement s'engage à commercialiser les ressources et les investisseurs fournissent les moyens pour pêcher à grande échelle.

Le développement de la pêche pourrait attirer les investisseurs étrangers, l'État deviendra partenaire des conserveries. Les locaux, en revanche, attendent peu de ces promesses qu'ils jugent vides, car au fond, le mode de vie des Sudistes n'a pas changé (ST, 13/12/09). ■

### Diplomatie

À l'instar de 20 autres pays, dont la France, la Russie va ouvrir un consulat à Juba car les entreprises russes envisagent de s'installer au Sud.

L'envoyé de Medvedev a aussi officiellement soutenu la candidature d'Al Bashir à l'élection présidentielle de 2010, car il ne voit pas d'autre alternative. Cette déclaration a soulevé un tollé parmi les partis d'opposition (ST, 09/12/09). ■

Elias

## Les défenseurs des Droits de l'Homme portent plainte contre les autorités

Osman Hummeida, Monim Elgak, et Amir Suleiman, trois défenseurs importants des Droits de l'Homme, ont soumis une communication à la Commission des Droits de l'Homme et des Peuples (ACHPR) appelant à la réforme de la loi sur la sécurité nationale pour qu'elle soit compatible avec la constitution et les obligations soudanaises des droits de l'homme, internationales et régionales.

Cette plainte décrit l'arrestation, la détention, la torture et les mauvais traitements qu'ils ont subis, contrairement à la charte africaine.

Pendant leur torture, ils furent questionnés sur ce qu'ils ont fait pour les Droits de l'Homme et leur soutien à la Cour Pénale Internationale. L'arrestation de ces hommes marqua le commencement d'une nouvelle attaque en mars 2009 qui suspendit les trois organisations principales.

Depuis, nombreux furent les activistes harcelés, arrêtés, torturés, leurs familles terrifiées.

Beaucoup ont dû fuir le pays. La société civile darfourie et les étudiants en supportent l'essentiel (AFRICAN CENTER FOR JUSTICE AND PEACE STUDIES, 13/11/09). ■

## L'Armée de Résistance du Seigneur crucifie des chrétiens

Lors du Synode sur l'Afrique, voici le récit de M<sup>gr</sup> Hiiboro Kussala, évêque du diocèse de Tombura Yambio, au Sud-Soudan : « *Le 13 août, des rebelles (l'ARS, liée au gouvernement de Khartoum N.D.L.R.) sont entrés dans l'église de ma paroisse pour prendre plusieurs fidèles en otage. Au cours de leur fuite dans la forêt, ils ont tué sept d'entre eux et les ont crucifiés à des arbres* ».

« *On assiste à tellement de drames semblables... tous ces groupes ont des armes, il semble y avoir une volonté manifeste de maintenir le Sud dans un état de trouble permanent... ils tuent nos fidèles, brûlent leurs maisons et leurs églises... leur but est de terroriser les chrétiens. Et de mettre ainsi en danger les élections prévues en 2010 et le référendum pour l'autodétermination du Sud en 2011* » (CORRIERE DELLA SERA, 18/10/09). ■

## Au Darfour, arrestation d'un Français par les kidnappeurs

Gauthier Lefèvre, un Français de 35 ans, membre des équipes de la Croix-Rouge a été enlevé.

Avec d'autres membres d'une équipe de la Croix-Rouge, il revenait de El Geneina où ils avaient aidé un groupe de Darfouris à améliorer leurs installations de transport de l'eau. (ST, 25/10/09). Des humanitaires de l'ONG lyonnaise Triangle furent kidnappés en Centrafrique (LE MONDE, 24/11/09). ■

## La Carte du Vide

C'est le nom donné au rapport de l'enquête faite en 2008 et 2009 dans 14 des 25 états soudanais par le « Consortium Soudanais de Promotion de la Liberté d'Expression et de la Participation de la Société Civile au Développement de Moyens d'Information Démocratiques » qui réunit 6 ONG nationales et internationales. Il a été présenté début novembre à Juba. Le rapport énumère des preuves de la situation des stations de radio. D'une part, il y a celles qui sont extrêmement démunies, et de l'autre, celles qui sont très bien équipées mais n'ont pas de personnel compétent. L'État exerce un monopole virtuel sur la radiodiffusion : harcèlement des journalistes, autocensure, absence de techniciens de radio en maîtrisant la technologie et le vocabulaire, contraintes budgétaires difficiles, relations et aide très réduites du ministère central de l'Information aux ministères régionaux. Il en résulte un vide de l'information qui menace particulièrement la démocratie en cette période critique postérieure au Traité de Paix (IFEX, 03/11/09). ■

## Parachutage de nourriture au Sud-Soudan par les NU. Aide humanitaire

Pour la première fois depuis 2007, de la nourriture (4 000 tonnes) commence à être distribuée dans 3 états du Sud-Soudan à une population de 155 600 personnes qui en avaient été privées à cause de la saison des pluies et de l'insécurité. Si cette méthode est utilisée, c'est qu'il n'est pas possible d'attendre la remise en état des routes ni la baisse des prix (ST, 06/11/09).

En 2010, les Nations-Unies veulent fournir 1,8 milliard de dollars au Soudan, leur aide humanitaire la plus importante, pour le Darfour et le Sud-Soudan.

## Le Soudan va fermer des Camps de Déplacés début 2010

... a déclaré à Radio Miraya le Commissaire du Gouvernement aux questions humanitaires, Abdel-Rahman. L'État fait construire 20 000 unités d'hébergement dans les villes principales d'El-Fasher, El-Geneina et Nyala. Les Déplacés auront le choix entre le retour dans leurs villages et ce nouvel habitat. Le gouvernement essaie depuis longtemps d'établir son autorité dans les Camps de Personnes Déplacées sans y parvenir. Les groupes rebelles du Darfour ont manifesté leur colère. Ils rappellent que les Conventions Internationales interdisent de rapatrier les Personnes Déplacées vers les lieux qu'elles ont fuis. Ils disent que c'est un prétexte pour répéter la tuerie de 2008 par des gouvernementales au camp de Kalma. Les NU ont rappelé que 300 000 personnes (10 000 prétend le gouvernement) étaient mortes et 2 800 000 avaient fui depuis 2003 (ST, 01/11/09). ■

## La Soudanaise au pantalon a porté le niqab pour sortir de son pays

La journaliste condamnée pour avoir porté un pantalon « indécent », Loubna Ahmed al-Hussein, a déclaré à Paris : « *Ils ont voulu m'empêcher de sortir, j'ai eu recours au niqab, et j'ai pu sortir quand même. Ceux qui m'ont empêché de voyager ont violé la Constitution* ». Reçue à Paris par le ministre des Affaires Étrangères Bernard Kouchner, Loubna Ahmed al-Hussein, 35 ans, a fustigé une nouvelle fois les violations des Droits de l'Homme commises par le régime d'El-Béchir : « *Ces dizaines de milliers de femmes soumises à des coups de fouet à cause des vêtements qu'elles portent, le sont en vertu d'une loi du gouvernement de Khartoum. On peut se poser la question sur ce que ce gouvernement est capable de faire au Darfour en dehors de tout cadre juridique* ». »

« *Elle a utilisé l'outil d'oppression, le voile intégral, contre l'opresseur lui-même pour s'enfuir* », s'est félicité la présidente de « *Ni putes ni soumises* » (AFP, JEAN-LOUIS DE LA VAISSIERE 24/11/09). Dans son livre : « *40 coups de fouet pour un pantalon* », paru chez PLON et que nous vous conseillons de lire, Loubna Ahmed al-Hussein rapporte que 43 000 femmes ont été arrêtées à la préfecture de Khartoum en 2008. ■

## Procréation assistée « à bas coût » pour l'Afrique

Le taux de stérilité est important en Afrique, plus de 33 % des femmes en Ouganda, en Côte d'Ivoire et en République Centrafricaine (OMS). Les femmes dans cette situation sont bannies de la société et ne trouvent leur survie que dans la mendicité et la prostitution. Leur taux de suicide est très élevé.

Deux centres ont été ouverts en Tanzanie et en Afrique du Sud et un troisième devait l'être cet automne à Khartoum. Si le coût moyen d'une procréation assistée vaut au moins 600 € en Europe, des Suisses ont pu en réduire le montant à 200 €, en simplifiant les techniques, en réduisant les indications cliniques, et en utilisant des médicaments peu coûteux. Les salaires et coûts des infrastructures sont nettement inférieurs dans ces pays. La somme reste très élevée pour les populations à revenus moyens (SWISSINFO, 14/10/09). ■

D. Dumoulin

### SOMMAIRE

C'EN EST ASSEZ ! BÉTELGEUSE.....	p.1
SUD-SOUDAN & MONTS NOUBA, ELIAS.....	p.2, 3
DARFOUR.....	p.4
PÉTROLE & ÉCONOMIE, NEKKAR.....	p.5
POLITIQUE ÉTRANGÈRE & INTÉRIEURE.....	p.6 et 7
DROITS DE L'HOMME, D.DUMOULIN.....	p.8